



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

16 janvier 2018

QUÉBEC/CANADA

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

D. Macdonald, « *Climbing Up and Kicking Down: Executive Pay in Canada* », 1^{er} janvier 2018, 23 p.

L'élimination de la réduction de l'impôt sur les gains en capital sur les actions octroyées à titre de rémunération des PDG canadiens pourrait ralentir la croissance disproportionnée de la rémunération de ces derniers.

The eleventh in an annual series, this year's report on CEO compensation finds that, for the first time, Canada's 100 highest paid CEOs netted 209 times more than the average worker made in 2016. Canadian CEOs are again taking home pre-2008-crisis levels of compensation, pushing the income gap between Canada's top executives and the average worker to record highs. While the idea of a \$15/hour minimum wage has faced debate across Canada, rising CEO wages have gone largely unchecked. The report shows the country's highest 100 paid CEOs on the S&P/TSX Composite index now make, on average, \$10.4 million - 209 times the average income of \$49,738, up from 193 times more in 2015.

Taking a historical perspective, CEO pay is moving further away from a simple salary and toward all-out incentives. Author David Macdonald explains what this trend means for compensation amounts as well as the risks it poses to the stability of Canada's economy. Finally, this report offers policy solutions that could help rein in C-suite compensation.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

Collectif, « *Bilan de la fiscalité – Édition 2018* », 11 janvier 2018, 82 p.

Portait de la fiscalité au Québec présentée en plus de cinquante graphiques et tableaux brièvement expliqués.

Parmi le lot de bilans et de rétrospectives, la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques présente son édition annuelle du Bilan de la fiscalité au Québec - Édition 2018. Cet exercice consiste à regrouper une série d'indicateurs importants qui, bien que souvent étudiés isolément, sont rarement traités dans un même document. Il en résulte un portait de la situation de la fiscalité québécoise regroupant les données les plus récentes présentées en plus de cinquante graphiques et tableaux brièvement expliqués.

Cette édition du Bilan de la fiscalité au Québec débute par une nouvelle section destinée à présenter les faits saillants de la fiscalité québécoise et canadienne depuis la dernière édition du bilan. Les deux sections suivantes effectuent une comparaison de la fiscalité au Québec par rapport à celle des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et, lorsque c'est possible, à celle des autres provinces canadiennes. Puis, une nouvelle section s'ajoute au bilan pour présenter la charge fiscale nette du Québec avec les pays membres de l'OCDE pour huit situations familiales. Finalement, les deux dernières sections se concentrent presque exclusivement sur des données québécoises, et, dans certains cas, sur leur évolution dans le temps.

DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

DPB, « [Projet de loi C-342 : Coût de l'exclusion du prix du carbone dans le calcul de la TPS](#) », 12 décembre 2017, 35 p.

Selon le système de plafonnement et d'échange des droits d'émission utilisés par l'Ontario et le Québec, le montant en TPS se situerait entre 115 et 136 millions de dollars en 2017-2018 et entre 123 et 143 millions de dollars en 2018-2019 en considérant les dispositions du projet de loi C-342.

En décembre 2016, le gouvernement du Canada ainsi que la plupart des provinces et territoires se sont entendus sur le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, convenant d'utiliser la tarification du carbone comme principal mécanisme de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le 20 mars 2017, le député Mark Warawa a présenté le projet de loi d'initiative parlementaire C-342, qui modifie la Loi sur la taxe d'accise afin d'exclure du prix d'achat total, pour le calcul de la taxe sur les produits et services, les frais, droits ou taxes relatifs au carbone. Le projet de loi a été rejeté à l'étape de la deuxième lecture à la Chambre des communes le 25 octobre 2017. L'analyse dans le présent rapport peut être utile pour déterminer

l'impact d'une politique pancanadienne de tarification du carbone sur les recettes de la taxe sur les produits et services.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

A. Pichhadze, « [The Role of Contract Interpretation in Transfer-Pricing Law: Lessons from Canada](#) », *Revue fiscale canadienne*, 2017, Volume 65, no 4, p. 849-892, 44 p.

L'analyse judiciaire des prix de transfert devrait débiter par la détermination de l'intention des parties et donc de la nature véritable des transactions.

Cet article vise à signaler les développements récents et importants qui appuient l'invitation de l'auteur à reconnaître le rôle essentiel que joue l'interprétation des contrats dans le processus de définition de la transaction contrôlée réelle dans le cadre d'une analyse des prix de transfert. Le premier développement abordé est celui des arrêts récents dans lesquels les tribunaux canadiens 1) ont reconnu le rôle essentiel de l'interprétation des contrats dans l'établissement de la nature véritable d'une entente en matière de prix de transfert, et 2) ont été un exemple de la bonne approche pour établir et appliquer le droit de l'interprétation qui régit les modalités des contrats. Ces arrêts devraient servir d'exemple pour d'autres tribunaux, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde, sur comment définir la nature véritable des transactions contrôlées pour les besoins de l'analyse des prix de transfert. Le deuxième développement est la reconnaissance explicite, par l'Organisation de coopération et de développement économiques, dans la version nouvellement révisée de ses lignes directrices sur les prix de transfert, du rôle essentiel de l'interprétation des contrats dans l'analyse des prix de transfert. Compte tenu de ces développements, il est à espérer que les tribunaux ne négligeront pas cette tâche essentielle de l'interprétation des contrats. L'article présente un exemple d'une telle omission dans l'analyse de la Cour suprême du Canada dans *Canada c. GlaxoSmithKline Inc.*

INSTITUT C.D. HOWE

A. Laurin, « [Two-Parent Families with Children: How Effective Tax Rates Affect Work Decisions](#) », 9 janvier 2018, 13 p.

Une famille dont le revenu augmente doit payer davantage d'impôts et reçoit moins de paiements des programmes sociaux. Un tel mécanisme peut avoir un impact négatif sur la décision d'un parent de travailler ou non.

Working parents with children—particularly low-income families—face prohibitive tax rates that discourage taking on extra employment to get ahead, according to a new report from the C.D. Howe Institute. In “Two-Parent Families with Children: How Effective Tax Rates Affect Work Decisions” author Alexandre Laurin finds that mothers and poorer families are the most adversely affected by this tax trap. The report examines how the tax and benefit system impacts take-home pay by combining the effects of both taxes paid and loss of government benefits to produce marginal effective tax rates (METRs) that show the tax bite from each dollar of extra income. Because benefit programs are targeted at the lower end of the income scale, low- and middle-income families’ effective tax rates are generally higher than those of higher-income families. Laurin finds that METRs generally peak at family incomes between \$35,000 and \$50,000. In Ontario, the family METR on extra earned income peaks at 64 percent. In Quebec, it peaks at 73 percent. In other provinces, it tends to peak just above 50 percent. In 2017, about 9 percent of employed parents contemplating earning a few extra dollars, and about 13 percent of stay-at-home parents contemplating getting a job, faced an effective tax rate higher than 50 percent.



ÉTATS-UNIS

HERITAGE FOUNDATION

A. Michel et R. Greszler, « [5 Myths About Tax Reform, and Why They’re Wrong](#) », 14 décembre 2017, 6 p.

Les changements législatifs qu'adopteront les Républicains ne

bénéficieront pas qu'aux riches, n'augmenteront pas les impôts payés par les pauvres et ne seront pas négatifs pour les aînés. Ces changements profiteront grandement à l'économie et aux revenus fédéraux à moyen terme.

Next week, the House and Senate will take their final votes on tax reform. The president’s goal is to sign the legislation into law before Christmas. Although there are still some unknown details, the important parts of the bill for most Americans are already known and would greatly improve our current, woefully out-of-date tax code. Americans deserve to know the truth about the proposed tax reform packages. There are several myths going around about what the proposed plan would do.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

C. Davis, « [Tax Bill Would Increase Abuse of Charitable Giving Deduction, with Private K-12 Schools as the Biggest Winners](#) », 14 décembre 2017, 16 p.

Les recettes de l'État pourraient diminuer de 40 millions de dollars en raison de l'augmentation du financement des écoles privées par l'intermédiaire de dons.

In its rush to pass a major rewrite of the tax code before year’s end, Congress appears likely to enact a “tax reform” that creates, or expands, a significant number of tax loopholes. One such loophole would reward some of the nation’s wealthiest individuals with a strategy for padding their own bank accounts by “donating” to support private K-12 schools. While a similar loophole exists under current law, its size and scope would be dramatically expanded by the legislation working its way through Congress.

This report details how, as an indirect result of capping the deduction for state income taxes paid, the bill expected to emerge from the House-Senate Conference Committee would enlarge a loophole being abused by taxpayers who steer money into private K-12 school voucher funds. This loophole

is available in 10 states: Alabama, Arizona, Georgia, Kansas, Montana, Oklahoma, Pennsylvania, Rhode Island, South Carolina, and Virginia.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

ITEP, « [The Final Trump-GOP Tax Bill: National & 50-State Analysis](#) », 16 décembre 2017, 35 p.

Le projet de loi offre un allègement aux riches familles américaines en doublant la limite du montant des actifs qui peuvent être transmis aux héritiers sans avoir à payer la taxe sur les successions de 11 millions de dollars pour un couple marié à 22 millions de dollars.

The final tax bill that Republicans in Congress are poised to approve would provide most of its benefits to high-income households and foreign investors while raising taxes on many low-and middle-income Americans. The bill would go into effect in 2018 but the provisions directly affecting families and individuals would all expire after 2025, with the exception of one provision that would raise their taxes. To get an idea of how the bill will affect Americans at different income levels in different years, this analysis focuses on the bill's impacts in 2019 and 2027.

The graph below measures the average tax change resulting from the bill as a share of income for each income group, which is a way of showing how the income of a typical family in each group would be changed. In 2019, the bottom three-fifths of Americans will receive smaller average tax cuts, as a share of income, than other groups. In 2027 the bottom three-fifths of Americans will see tax hikes, on average, while the typical households in one of the other groups will continue to receive tax cuts, albeit smaller ones.

LEGISLATIVE ANALYST OFFICE (LAO)

LAO, « [The Potential Effects of Ending the SSI Cash-Out](#) », 8 janvier 2018, 24 p.

Selon les estimations, les ménages dont les membres sont composés uniquement de bénéficiaires de SSI/SSP pourront recevoir davantage de prestations CalFresh.

The Supplemental Report of the 2017-18 Budget Act directed our office to report on the programmatic and fiscal implications of ending a long-standing state policy that provides Supplemental Security Income/State Supplementary Payment (SSI/SSP) recipients an extra \$10 payment in lieu of their being eligible to receive federal food benefits through California's CalFresh program. This is known as the SSI cash-out (or the CalFresh cash-out). In this report, we (1) describe how ending the SSI cash-out would affect households differently, (2) discuss the estimated statewide net effect of ending the SSI cash-out on federal food benefits drawn down by the state and how any variation in the underlying assumptions can create significantly different estimates, (3) provide examples of how ending the SSI cash-out would affect the poverty status of certain households, and (4) as directed by the Supplemental Report, discuss potential options the Legislature could consider to hold households negatively affected by the elimination of the SSI cash-out harmless and present additional issues that merit legislative consideration.

PUBLIC POLICY INITIATIVE (UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA)

S. Netessine et S. Aflaki, « [Why Taxing Carbon May Not Make the World More Green](#) », Public Policy Initiative, Vol. 5, #10, 7 p., 14-déc-17

La taxe sur le carbone peut entraîner un investissement dans des technologies énergétiques émettrices de gaz à effet de serre.

Although taxing carbon is an idea that enjoys significant support among policymakers and business leaders, new research indicates that carbon taxation can actually cause energy investments to gravitate away from the cleanest energy technologies. This counterintuitive finding reflects two key characteristics of energy markets: the worldwide

increase in renewable energy sources whose output is intermittent and variable; and greater market liberalization, which has made the spot driving of electricity more volatile. The intermittency of renewable energy sources requires backup generation, typically from generators using fossil fuels. The dynamics of market liberalization amplify this negative effect of intermittency. Policy-makers need to take steps to reduce intermittency by supporting storage technologies or setting monetary incentives to increase renewable generation capacity investment.

TAX FOUNDATION

Tax Foundation Staff, « [Preliminary Details and Analysis of the Tax Cuts and Jobs Act](#) », 18 décembre 2017, 14 p.

Les effets économiques bénéfiques qu'entraînera le Tax Cuts and Jobs Act, notamment la hausse du PIB, des investissements, des salaires et du nombre d'emplois, aura pour effet de diminuer la baisse de revenu fédéral que causera la diminution des impôts.

Our analysis finds that the Tax Cuts and Jobs Act would reduce marginal tax rates on labor and investment. As a result, we estimate that the plan would increase long-run GDP by 1.7 percent. The larger economy would translate into 1.5 percent higher wages and result in an additional 339,000 fulltime equivalent jobs. Due to the larger economy and the broader tax base, the plan would generate \$600 billion in additional permanent revenue over the next decade on a dynamic basis. Overall, the plan would decrease federal revenues by \$1.47 trillion on a static basis and by \$448 billion on a dynamic basis. The remaining difference is explained by temporary dynamic revenue growth from the bill's numerous expiring provisions.

TAX FOUNDATION

J. Walczak, « [Trends in State Tax Policy, 2018](#) », 14 décembre 2017, 9 p.

Les taux d'imposition des sociétés ainsi que les taux d'imposition sur le capital

par les États américains sont à la baisse, puisque ces impôts diminuent la compétitivité. Plusieurs États considèrent la légalisation de la marijuana comme une opportunité de tirer une nouvelle source de revenus.

Identifying state tax trends serves a dual purpose: first, as a leading indicator providing a sense of what we can expect in the coming months and years, and second, as a set of case studies, placing ideas into greater circulation and allowing empirical consideration of what has and has not worked. From a groundswell of interest in marijuana taxation to a growing emphasis on tax credit evaluation, and from states shifting away from taxes on capital to challenges to the Quill decision reaching a crescendo, the past year contains tax policy storylines that provide insights on the year to come. Some trends worth noting have been with us for years, while others are just emerging; some are promising, while others might be thought of as cautionary; and some are time-constrained reactions to exogenous factors, while others represent innovations other states may wish to adopt.

TAX FOUNDATION

J. Walczak, « [State Strategies to Preserve SALT Deductions for High-Income Taxpayers: Will They Work?](#) », 5 janvier 2018, 10 p.

Les changements législatifs contemplés par les États à hauts taux de taxation afin de contourner la nouvelle limite de 10 000 \$ à la déduction pour impôt local (SALT) ont vraisemblablement peu de chances d'aboutir. Cette nouvelle limite pourrait forcer ces États à revoir leur niveau de taxation.

Although the recently enacted federal tax law will reduce income tax liability for the overwhelming majority of taxpayers, some states are chafing at the new \$10,000 cap on the state and local tax (SALT) deduction. The uncapped deduction dampened the impact of high state and local tax burdens and resulted in the subsidization of these jurisdictions' higher expenditures. Initially the speculation of academics and practitioners, methods of "gaming" (or "fixing") the new tax code to

reduce federal tax liability for high-income earners are now being openly considered by elected officials in states like New York and California. But can they work?ur analysis1 finds that the Tax Cuts and Jobs Act would reduce marginal tax rates on labor and investment. As a result, we estimate that the plan would increase long-run GDP by 1.7 percent. The larger economy would translate into 1.5 percent higher wages and result in an additional 339,000 fulltime equivalent jobs. Due to the larger economy and the broader tax base, the plan would generate \$600 billion in additional permanent revenue over the next decade on a dynamic basis. Overall, the plan would decrease federal revenues by \$1.47 trillion on a static basis and by \$448 billion on a dynamic basis. The remaining difference is explained by temporary dynamic revenue growth from the bill's numerous expiring provisions.

TAX POLICY CENTER (TPC)

TPC, « [Effects of the Tax Cuts and Jobs Act on Representative Families](#) », 13 décembre 2017, 29 p.

Le crédit d'impôt pour enfant le plus élevé proposé dans le projet de loi du Sénat, soit de 2 000 \$ par enfant, compenserait la perte du crédit familial pour les couples avec enfants.

Néanmoins, aucune famille ne pourra réclamer le plein montant en raison de la limite de la partie remboursable du crédit.

Both the Senate and the House versions of the Tax Cuts and Jobs Act (TCJA) would reduce taxes on average for all income groups. However, not all taxpayers would benefit to the same degree, and some would pay higher taxes. Even taxpayers with the same income could pay different amounts of tax depending upon the composition of their families, how they earn their income, and where they live. Households also would generally pay more in tax after certain provisions of TCJA expire and a less generous measure to index tax system parameters for inflation takes hold.

TAX POLICY CENTER (TPC)

E. Toder, « [Territorial Taxation: Choosing Among Imperfect Options](#) », 12 décembre 2017, 8 p.

La réforme fiscale américaine pourrait réduire les distorsions d'un ensemble de règles fiscales internationales par l'application d'un système fiscal plus « territorial » en éliminant l'imposition des dividendes rapatriés versés aux sociétés mères américaines sur les bénéfices futurs de leurs filiales étrangères, en abaissant le taux de l'impôt sur les sociétés à 20 % et en instaurant un impôt minimum sur les bénéfices intangibles de source étrangère pour empêcher l'exonération des dividendes.

Both territorial and worldwide systems for taxing income of multinational companies are difficult to implement because the concepts of income source and corporate residence on which the systems are based have become less economically meaningful. Recent legislation enacted by the House and Senate would move the United States toward a territorial system for taxing US multinational corporations by eliminating taxation of dividends that foreign affiliates repatriate to their US parent companies. To protect the domestic corporate tax base, the bills would introduce a new minimum tax on foreign-source intangible profits of US multinational companies and include measures to curb income stripping by foreign-based multinationals from their US owned subsidiaries. They would also impose a one-time transition tax, paid over time, on the accumulated foreign earnings of US companies. By eliminating the repatriation tax, the bills would remove a tax distortion that has led US companies to accumulate more than \$2.6 trillion of past profits in their foreign affiliates, but would retain incentives for US companies to shift investment and reported profits overseas and would continue to place some US companies at a competitive disadvantage compared with foreign-based companies that pay no homecountry tax on their foreign-source income. Compared with current law, the new corporate income tax rate of 20 percent would reduce all these remaining economic distortions.

URBAN INSTITUTE

D. Cosic et R.W. Johnson, « [How Might Restricting Immigration Affect Social Security's Finances?](#) », 19 décembre 2017, 11 p.

Une diminution de l'immigration entraînerait un ralentissement de la croissance économique.

In August 2017, Senators Tom Cotton (R-AR) and David Perdue (R-GA) introduced a revised version of the Reforming American Immigration for Strong Employment or RAISE Act (originally introduced in February 2017), which would limit future immigration by reducing the number of lawful permanent residency visas (also known as green cards) granted each year and changing the criteria for allocating them. The senators argue that the bill would raise wages for American workers and promote economic growth. President Trump endorsed the bill, but it has not attracted any cosponsors.

This brief analyzes the likely impact of the RAISE Act on Social Security's finances over the next seven decades. We use the Dynamic Simulation of Income Model (DYNASIM4), the Urban Institute's microsimulation tool, to simulate the US workforce, OASDI payroll taxes and benefit payments, and OASDI trust funds under current law and under the proposed bill. The results show that implementing the RAISE Act would worsen the already strained finances of the OASDI trust funds even if newly arriving immigrants were better educated than previous immigrants. Revenues would fall faster than expenditures, raising the present value of Social Security's unfunded future obligations by \$1.5 trillion, or 13 percent, over the next 75 years. Restricting immigration would require additional Social Security benefit cuts or tax increases to balance the system.

URBAN INSTITUTE

J.B. Isaacs, C. Lou et A. Hong, « [How Would Spending on Children be Affected by the Proposed 2018 Budget?](#) », 13 décembre 2017, 17 p.

Les dépenses relatives aux enfants vont aller en diminuant, alors que pour les années 2017 à 2027, une croissance de 20 % de l'économie et une augmentation de 18 % des dépenses fédérales sont prévues.

If the Trump administration's proposed 2018 budget were to be fully adopted, federal spending on children would be at least 9 percent lower over the 10-year budget window compared with projections under current law. The largest proportional cuts would be to spending on education programs, which would be reduced by 15 percent below baseline spending projections for 2018–27. SNAP, Medicaid, and TANF would also experience substantial cuts, and some housing and social services programs would be eliminated entirely. The brief builds off the Urban Institute's annual Kids' Share reports, which track government spending on children annually and current-law projections.

URBAN INSTITUTE

C. Scally, S. Batko et al., « [The Case for More, Not Less: Shortfalls in Federal Housing Assistance and Gaps in Evidence for Proposed Policy Changes](#) », 3 janvier 2018, 37 p.

Le mesures proposées ayant pour effet de diminuer l'aide au logement sont conçues avec l'idée que les contribuables qui en bénéficient sont des adultes aptes à travailler, alors qu'en réalité ceux-ci sont majoritairement des personnes âgées ou handicapées.

Recent proposals, including the President's FY 2018 proposed budget and Speaker of the House Paul Ryan's A Better Way plan, propose deep cuts and possible reforms to housing assistance. Currently, only one in five eligible renter households receives federal assistance. Any reductions to funding and the proposed reforms threaten the well-being of millions of households. This report provides an overview of the current landscape of housing assistance, its central role in the safety net, the evidence on contemporary policy proposals, and identifies critical gaps in our

knowledge that suggest the need for more investigation prior to policy changes.



INTERNATIONAL

COMMISSION EUROPÉENNE

M. Burgert, L. Granelli et al., « *An Assessment of the 'Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi' and the 'Pacte de Responsabilité et Solidarité'* », 22 décembre 2017, 20 p.

Selon les résultats de la simulation, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et le pacte de responsabilité et solidarité créeront 150 000 emplois supplémentaires après 5 ans, et ce, plus particulièrement pour les personnes à faible revenu.

A broad-based deterioration in competitiveness led French exports to lose a considerable part of their market share between 2003 and 2013. High and increasing labour costs weighed on the profitability of firms, which in turn hampered their ability to invest and innovate. It is against this background that two flagship measures were adopted in France, the *crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi* (CICE) and the *pacte de responsabilité et solidarité* (PRS). Their aim is to create employment and improve competitiveness by reducing the cost of labour by EUR 30 billion (1.5 % of GDP) by 2018.

In this Economic Brief we assess the effects of the CICE and the reduction in social security contributions contained in the PRS using the European Commission's QUEST III model. The results of our simulations suggest that, if financed ex-ante, the CICE and the social security exemptions of the PRS could deliver up to 150 000 additional jobs and would have a moderate positive impact on GDP over five years. At horizon 2030, the reforms would increase employment approximately by 380 000 jobs and add 1% to GDP. Furthermore, the measures improve the profitability of firms and the external balance. They were a first step towards restoring the competitiveness of France. Relaxing the assumption of ex ante financing of the reform leads to stronger GDP effects and up to 180 000 additional jobs, but also entails a rise in

debt levels. With the recently approved labour market reforms, the impact of the CICE and PRS would be stronger. In a final scenario, we mimic a better performing labour market by using a higher labour supply elasticity. This would increase the number of jobs created by the labour cost reductions to 260 000 over five years.

COMMISSION EUROPÉENNE

Commission Européenne, « *Post-Programme Surveillance Report. Romania, Autumn 2017* », 21 décembre 2017, 28 p.

Pour l'automne 2017, la Commission Européenne estime que le déficit du gouvernement roumain devrait atteindre 3,9 % du PIB en 2018.

A European Commission mission visited Romania on 8-10 November 2017 for the third postprogramme surveillance mission. Post-programme surveillance started in October 2015. The main objective is to assess Romania's capacity to repay the EUR 5 bn loan granted under the first balance of payments (BoP) financial assistance programme (2009-2011) and, if necessary, to recommend corrective action. A second (2011-13) and third (2013-15) BoP programmes were treated as precautionary and no disbursements were made. ECB staff joined the mission as observers. [...]

The fiscal policy is strongly pro-cyclical, contrary to the obligations stemming from Romania's national fiscal framework. A Significant Deviation Procedure was initiated in June 2017 due to Romania's deviation from its medium-term budgetary objective (MTO) in 2016 – after having overachieved the MTO in 2014 and 2015. Given the lack of policy action, the structural deficit is projected to further deteriorate in 2017 and 2018. The headline deficit may breach the Treaty reference value of 3% of GDP in 2018. The implementation of the national fiscal framework remains insufficient.

INSTITUTE FOR PUBLIC POLICY RESEARCH (IPPR)

M. Lawrence et N. Mason, « *Capital Gains: Broadening Company Ownership*

in the UK Economy », 21 décembre 2017, 36 p.

Un des avantages de la fiducie de participation des employés est de permettre aux employeurs de créditer les actions de la société aux comptes de pension de leurs employés et ainsi favoriser un plus haut taux d'épargne retraite.

The unequal ownership of capital in the economy is a powerful driver of inequality. With the share of national income going to capital having increased in recent decades, and likely to rise further, new models of company ownership are needed to reduce inequality and ensure the benefits of growing national wealth are widely shared.

This report sets out three different ways in which ownership can be spread more widely: the establishment of a national Citizens' Wealth Fund, giving the public a share of corporate and other assets; the expansion of employee ownership trusts, which give employees majority ownership of companies; and the growth of co-operative and mutual firms. It recommends a series of reforms to achieve these goals.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends – Rapport par les pairs de PA, France (Phase 1). Cadre inclusif sur le BEPS : Action 14 », 15 décembre 2017, 86 p.

Bien que la France respecte la majorité des éléments du Standard Minimum de l'Action 14, elle doit améliorer ses processus de prévention des différends en permettant l'extension des accords préalables en matière de prix de transfert bilatéraux aux exercices fiscaux antérieurs.

Aux termes de l'Action 14, les juridictions se sont engagées à mettre en œuvre un standard minimum afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la procédure amiable (PA). La PA est prévue à l'article 25 du modèle de convention fiscale de l'OCDE et engage les pays à s'efforcer de résoudre les différends relatifs à l'interprétation et à l'application des conventions fiscales. Le Standard Minimum de l'Action 14 a été traduit en termes de référence précis, et une méthodologie a été établie pour le processus d'examen par les pairs et de suivi de cet examen.

Le processus d'examen par les pairs se déroule en deux phases. La première phase consiste à évaluer les juridictions par rapport aux termes de référence du standard minimum, selon un calendrier d'examen convenu. La seconde phase procède au suivi des recommandations formulées dans le rapport d'examen par les pairs de phase 1 des juridictions. Le présent rapport reflète les résultats de l'évaluation par les pairs de phase 1 de la mise en œuvre du Standard Minimum de l'Action 14 par la France.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « Examen multidimensionnel du Sénégal - Volume 2. Analyse approfondie et recommandations », 14 décembre 2017, 152 p.

Une réforme fiscale efficace permettant de soutenir l'émergence du Sénégal se traduirait sous trois grands axes, soit : une amélioration du climat des affaires, notamment en élargissant l'assiette fiscale, en simplifiant le système fiscal et en favorisant la transparence; un renforcement du rôle de l'administration fiscale en améliorant le système informatique et la coopération entre les administrations publiques et finalement en éduquant les contribuables relativement aux effets néfastes de l'économie souterraine.

Le Sénégal ambitionne d'être émergent en 2035. Pour atteindre cet objectif, le pays a mis en place

une stratégie de développement décennale sur la période 2014-23, le Plan Sénégal émergent (PSE). Si la croissance économique est au rendez-vous, dépassant le seuil des 6% depuis 2015, les relations, interactions et engagements mutuels entre l'État et la société sénégalaise, ou contrat social, montrent des signes de fragilité. Or, bien que le contrat social sénégalais repose sur de nombreuses forces (stabilité politique, confiance dans les institutions publiques, solidité des liens sociaux), la persistance de ces difficultés pourrait, dans une certaine mesure, ralentir la bonne réalisation de l'émergence du pays.

Parmi les fragilités, l'offre de services publics, qui reste faible et mal répartie sur le territoire, ou les politiques redistributives, qui ne parviennent pas à satisfaire les Sénégalais. Face à ces réalités, les populations se tournent vers des prestataires de services non étatiques, comme les autorités religieuses et coutumières, rendant moins perceptibles le discours et les actions de l'État.

Dans l'optique de renforcer le contrat social pour faciliter l'atteinte de l'émergence en 2035, trois grandes composantes sont analysées. Parmi celles-ci, le système fiscal, lien social fort, symbole de l'engagement des citoyens auprès de la sphère publique, qui doit répondre à l'enjeu actuel de la compétitivité et futur du financement de l'action étatique.

OXFORD UNIVERSITY CENTRE FOR BUSINESS TAXATION

M. Devereux, G. Maffini et J. Xing, « [Corporate Tax Incentives and Capital Structure: New Evidence from UK Firm - Level Tax Returns](#) », Décembre 2017, 66 p.

Le fait qu'une société puisse déduire les intérêts relatifs à un emprunt et que cette même société n'ait droit à aucune déduction lorsqu'elle utilise ses avoirs dans l'exploitation de son entreprise, joue un rôle sur la structure de financement de cette même société.

We investigate how companies' capital structure is affected by corporate income taxes using confidential company-level tax returns for a large sample of UK firms. Exploiting variation in companies' marginal tax rates, we find a positive and

substantial long-run tax effect on leverage. Leverage responds more to decreases in the marginal tax rate, and it responds to changes in the marginal rather than the average tax rate. Most importantly, we find that the marginal tax rate based on tax returns has greater explanatory power for companies' leverage than the marginal tax rate based on financial statements. Our study suggests that errors in the measurement for tax incentives using financial statements could lead to underestimation of the tax effects on capital structure.

RESOLUTION FOUNDATION

L. Gardiner, « [The Million Dollar Be-Question: Inheritances, Gifts, and Their Implications for Generational Living Standards](#) », 30 décembre 2017, 46 p.

Les transferts de richesse intergénérationnels tels les dons et les héritages ne sont pas la solution aux faibles taux d'accession à la propriété et aux problèmes d'accumulation de richesse auxquels font face les jeunes britanniques.

This report assesses the role that intergenerational family transfers - inheritances and gifts - will play in addressing the generational living standards challenge that Britain faces. Nowhere is this challenge clearer than in relation to home ownership and wider wealth accumulation for today's younger generation, so the future flow of assets down generations appears an obvious potential avenue via which the current situation can be ameliorated.

RESOLUTION FOUNDATION

T. Philipps, « [Falling Through the Cracks: The Widening Gap Between Unemployment and Benefit Statistics](#) », 2 janvier 2018, 20 p.

Selon l'Organisation internationale du travail, 70 % des chômeurs ne réclament pas des allocations chômage.

The implementation of Universal Credit, by combining six in- and out-of-work benefits into one, could provide a much needed refocus on groups at the edges of the labour market who need support. It is also an opportunity to provide greater practical support to people stuck at low levels of earnings.

But our analysis suggests the new regime will still miss some key groups who currently do not claim support. And with a growing share of low earners in the gap, it is vital that the new in-work conditionality being introduced via UC for people earning less than a full-time job at the wage floor (with some exceptions for carers) supports people to either achieve a sustained employment outcome or progress to a higher level of earnings.

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cffp.eg@USherbrooke.ca

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Marcelle Allen-Lefebvre, Jessica Beauchemin, Irina Croitoriu, Geneviève-Jade Hick et Félix St-Vincent Gagné.

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé